

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE MERCREDI 20 JUIN 2012

La Conférence des Nations Unies pour le développement durable (CNUDD ou Rio +20), s'est ouverte, mercredi 20 juin 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil. Après l'élection du Bureau, l'adoption de l'ordre du jour et l'organisation des travaux, les délégués ont procédé à un débat général. A 10h, 48 chefs d'Etat et de gouvernement, vice-présidents, ministres et chefs de délégation ont pris la parole. Les participants de haut niveau ont également pris part à une table ronde. Par ailleurs, le Forum des partenariats de Rio +20 s'est ouvert, la manifestation SD-Learning à Rio +20 s'est poursuivie et de nombreux autres événements ont eu lieu un peu partout à Rio de Janeiro, au Brésil.

LA PLÉNIÈRE

Mercredi matin, le Secrétaire général Ban Ki-moon, a présenté une vidéo, "Bienvenue à l'anthropocène", qui a été produite pour la conférence 'Planète sous la pression', à la suite de quoi, Bretagne Trilford, vainqueur de la compétition Rendez-vous avec l'Histoire, a exhorté les dirigeants à se concentrer plutôt sur "sauver la planète" que "sauver la face".

LES ELECTIONS ET L'ORGANISATION DES

TRAVAUX: Ban a ouvert la CNUDD à 10h45. Les délégués ont élu la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, présidente de la Conférence, et Antonio de Aguiar Patriota, ministre brésilien des relations extérieures, vice-président d'office. Les délégués ont adopté le règlement intérieur provisoire, tel que recommandé par le Comité préparatoire de la CNUDD (A/CONF.216/2), l'ordre du jour provisoire (A/CONF.216/1), l'élection de 25 vice-présidents, l'accréditation d'organisations intergouvernementales en qualité d'observateurs, et l'élection du Comité de vérification des pouvoirs. Les délégués ont établi une grande commission et ont choisi John Ashe (Antigua-et-Barbuda) à sa présidence.

Miloš Koterec (Slovaquie), président du Conseil économique et social, a suggéré de donner au développement durable sa propre réunion ministérielle et d'intégrer le forum de haut niveau proposé dans le cadre de l'ECOSOC.

DECLARATIONS DES PRINCIPAUX GROUPES: Au sujet du document final, les Femmes ont signalé, entre autres, l'absence: d'engagement en faveur des droits génésiques, d'un haut-commissaire pour les générations futures, et de reconnaissance des destructions causées par l'énergie nucléaire et l'exploitation minière. Les Enfants et les Jeunes ont présenté leurs "lignes rouges" qui ne sont pas mentionnées dans le document final, dont notamment: la reconnaissance des limites de la Planète; un Haut Commissaire pour les générations futures, les droits à l'alimentation, à l'eau et à la santé et les droits génésiques et sexuels. Les Peuples autochtones ont appelé à la reprise d'un dialogue en harmonie avec la Terre Mère, pour l'adoption d'un nouveau paradigme sur le bien vivre, et à l'intégration de la culture comme dimension du développement durable. Les ONG ont déclaré que "nous ne pouvons pas avoir

un document qui ne mentionne pas les limites, les points de basculement et la capacité de charge de la Planète terre". Les Collectivités locales ont souligné la nécessité d'une gouvernance multi-niveaux pour le développement durable, d'un nouveau programme urbain, d'une nouvelle cohésion territoriale et d'une nouvelle régionalisation. Les Syndicats des Travailleurs ont souligné la manière dont l'emploi décent "établit des passerelles" avec les politiques environnementales. Le secteur du Commerce et de l'Industrie a déclaré qu'il continuera à apporter au marché des solutions pour une croissance inclusive et verte et que les gouvernements devraient promouvoir des régimes favorables à une croissance verte et inclusive. La Communauté des Science et Technologie a souligné que nous sommes entrés dans l'anthropocène et a appelé Rio +20 à forger un nouveau contrat entre la science et la politique. Les Agriculteurs ont souligné la nécessité de placer la souveraineté alimentaire au centre de la durabilité et ont dit que les choses sont simples - "sans les agriculteurs, pas d'alimentation et pas d'avenir".

LA CERÉMONIE D'OUVERTURE: L'après-midi, commençant la cérémonie d'ouverture de la CNUDD, le président Dilma Rousseff a souligné les décisions de la conférence et a exhorté les gouvernements à ne pas s'affaiblir dans leurs engagements.

Le secrétaire-général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré que le développement durable est sa priorité numéro un, et a souligné qu'il est besoin ici de leadership. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, président de la 66ème session de l'AGNU, a remercié le Brésil pour l'accueil de cette troisième conférence internationale du Sommet de la Terre et a souligné le rôle que l'Assemblée générale va jouer dans la mise en œuvre des décisions énoncées dans le projet de document final. Le secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, a reconnu le leadership remarquable du Brésil sur les questions de développement durable, et a souligné que la réalisation des objectifs de la CNUDD dépendra des gouvernements, des grands groupes et de tous les participants.

LE DEBAT GENERAL: Commencé à 10h, 48 orateurs ont pris la parole. Trente-trois chefs d'Etat et de gouvernement représentaient les pays suivants: Le Tadjikistan, le Zimbabwe, les Maldives, le Sri Lanka, l'Algérie, Tuvalu, le Népal, la Barbade, Fidji, le Bhoutan, Djibouti, Antigua et Barbuda, le Costa Rica, l'Iran, la Guinée, la République de Corée, la Chine, le Kenya, le Niger, le Pérou, la France, le Chili, le Tchad, la République du Congo, le Luxembourg, la Lituanie, la Namibie, le Bénin, le Kiribati, l'Uruguay, l'Espagne, Vanuatu et la République centrafricaine. Le président de la CE a également pris la parole. Quatorze vice-présidents, ministres et chefs de délégation représentaient respectivement le Soudan, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago, l'Angola, la Moldavie, le Burkina Faso, le Japon, les Bahamas, la Jordanie, le Kazakhstan, l'Arménie et la Géorgie.

Cette section met en exergue quelques-uns des sujets abordés et des engagements présentés. Robert Mugabe, président du Zimbabwe, a déclaré notamment: que le principe des responsabilités communes mais différenciées doit être réaffirmé, que le suivi à l'échelle mondiale et les mécanismes



de responsabilisation doivent être renforcés, et que l'ECOSOC doit jouer un rôle central dans la cohérence entre les piliers du développement durable. Mohamed Waheed, président de la République des Maldives, a déclaré que les Maldives deviendront le premier pays à avoir une réserve marine, et a rappelé que le pays disposait d'objectifs comptant parmi les plus ambitieux du monde, en matière de neutralité du carbone. Abdelkader Bensalah, président de l'Algérie, a déclaré que le G-77/Chine pense que l'économie verte doit être fondée sur les principes de Rio, en particulier celui des RCMD, et sur l'Action 21 et le PMEJ; tenir compte des différentes approches et priorités nationales de développement; et être liée à la levée des barrières commerciales, au rééchelonnement de la dette des pays en développement, à la mise à disposition de nouvelles ressources financières et au transfert de technologies appropriées.

Le Premier ministre du Népal, Baburam Bhattarai, a déclaré qu'il souhaitait élever le rang du développement durable des Montagnes, à Rio, et qu'il a lancé l'Initiative pour les Montagnes qui vise à hisser la question des montagnes au niveau mondial. Le Premier ministre de la Barbade, Freundel Jérôme Stuart, a souligné l'engagement de son pays à accroître la part de l'énergie renouvelable à 29% de la consommation énergétique, et à réduire de 22%, la consommation d'électricité, en utilisant des mesures d'efficacité énergétique d'ici 2029.

Mahmoud Ahmadinejad, président de l'Iran, a appelé les dirigeants à établir un "monde humain et décent", à travers notamment une refonte de l'ordre international. Lee Myung-bak, président de la République de Corée, a annoncé la cérémonie de signature aujourd'hui à Rio qui officialise l'initiative de l'Institut mondial de la croissance verte, lancée à Séoul, il ya deux ans, s'engageant à fournir une APD pour la croissance verte, y compris, un soutien pour la production d'une énergie à haut rendement, les énergies renouvelables, les systèmes de stockage d'énergie, les bâtiments écologiques et le développement des infrastructures.

Mwai Kibaki, président de la République du Kenya, s'est engagé à fournir des moyens de soutien supplémentaires au Conseil d'administration élargi du PNUE. Ollanta Humala Tasso, président de la République du Pérou, a annoncé que le Pérou mettra en œuvre le principe de consentement préalable et éclairé, tel qu'il figure dans la Convention de l'OIT sur les peuples autochtones et tribaux concernant l'utilisation de la biodiversité.

François Hollande, président de la France, a fait part de son appui à la création d'un impôt sur les transactions financières, et à l'affectation d'une partie de ces revenus au développement. Il a également souligné la nécessité d'éviter la poursuite du déclin des terres agricoles au détriment de la souveraineté alimentaire. Hifikepunye Pohamba, président de la République de la Namibie, a salué la création du Fonds vert pour le climat, et a demandé à l'ONU de soutenir la domiciliation du secrétariat du Fonds à Windhoek. Wen Jiabao, premier ministre de la Chine, s'est engagé: à financer le PNUE pour les projets et activités de renforcement des capacités des pays; à aider à la formation des gestionnaires de l'environnement; à établir un réseau mondial de coopération technologique visant à promouvoir les bonnes pratiques; et à fournir un financement pour aider les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à lutter contre le changement climatique. Le président de Kiribati, Anote Tong, a déclaré: "nous sommes devenus des dommages collatéraux de la définition étroite du développement durable", et a rappelé qu'il a consacré une partie de sa zone économique exclusive à la création d'une aire marine protégée.

José Manuel Durão Barroso, président de la CE, a annoncé que la CE mobiliserait 400 millions d'euros pour le soutien de projets d'énergie durable, félicitant en particulier l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, 'SE4All'. Koichiro Gamba, ministre nippon des affaires étrangères, a annoncé l'initiative Ville Future pour l'édification, partout dans le monde, de villes dotées des technologies durables les plus récentes, et initiative Volontaires pour la coopération écologique, axée sur la coopération technique, et le financement d'un programme triennal pour la prévention des risques de catastrophe, et l'organisation de plusieuses conférences.

LA TABLE RONDE

Quatre tables rondes seront tenues à la CNUDD pour examiner le thème "Considération de la voie à suivre dans la mise en œuvre des résultats attendus de la Conférence". La

session du 20 juin a été co-présidée par Son Altesse Sérénissime, le Prince Albert II de Monaco, et Armando Emilio Guebuza, président du Mozambique. Nurlan Kapparov, ministre de la protection de l'environnement du Kazakhstan a accepté d'agir en tant que rapporteur. Parmi les orateurs figuraient six chefs d'État ou de gouvernement, 16 ministres, et des représentants de sept entités du système des Nations Unies, de quatre grands groupes, d'une organisation intergouvernementale, d'une organisation régionale et un prix Nobel.

Les Chefs d'État et de gouvernement et les ministres ont souligné, entre autres: l'importance du renforcement des capacités et du transfert de technologie ainsi que celle de la coopération et de la collaboration; la nécessité d'aller de l'avant dans le processus d'élaboration des ODD, d'une manière transparente, responsable, cohérente et efficace; le fait que beaucoup d'expériences concrètes montrent que l'économie verte est en train d'avancer, mais que son adoption doit être ascendante et démocratisée; et la nécessité d'une meilleure compréhension des limites de la planète.

Les rapporteurs des journées du dialogue durable ont présenté les recommandations concernant les forêts, l'énergie et l'eau, y compris l'objectif Déforestation zéro d'ici 2020, des mesures concrètes pour l'élimination des subventions accordées aux combustibles fossiles, et la reconnaissance due à l'accès à l'eau. Les grands groupes sociaux ont mis l'accent sur: le manque de financements abordables dans les zones rurales et locales; l'importance de la préservation de la culture des peuples autochtones, et le droit à l'eau, à l'alimentation et à l'éducation; et l'absence d'un représentant de haut niveau pour les générations futures, d'une référence aux limites de la planète, et d'une référence aux droits génésiques et sexuels, dans le document final.

Les entités du système des Nations Unies ont souligné la nécessité: de sources de financement innovantes; d'une collaboration dans les domaines du renforcement des capacités, de l'analyse et de l'évaluation; de l'établissement d'une instance commune à tous sur l'économie verte et le commerce international; le respect de tous les droits humains et libertés fondamentales, y compris le droit au développement; l'établissement de liens entre culture et développement; le renforcement de l'interface science-politique; d'une meilleure conception des espaces urbains; et de systèmes agricoles plus respectueux de l'environnement. D'autres délégués ont souligné l'importance: de la transition vers une économie verte; de l'adoption d'approches ascendantes et de plates-formes efficaces au niveau régional pour un CIDD utile; et, d'un dépassement du PIB et de la valorisation des ressources naturelles.

DANS LES COULOIRS

N'ayant à assister qu'à seulement des déclarations de haut niveau et une série d'interventions bilatérales, la plupart des participants ont apprécié leur participation à ce qui est, maintenant, en grande partie, un spectacle comportant des cavalcades de pouvoir, des équipes de télévision et des interviews sans fin, et des observateurs en détente devant des écrans géants à débusquer les chefs d'État qualifiés de célébrités.

S'agissant des questions de fond, certains ont souligné que le pont entre la présence importante de représentants de la société civile et de chefs d'État et de gouvernement, à Rio, verra la transmission d'une bonne trentaine de recommandations aux tables rondes de haut niveau. En phase avec l'expérience du pays d'accueil dans le domaine de l'expérimentation de la "démocratie participative" et avec la reconnaissance, dans le texte négocié, qu'il est peu probable que le processus intergouvernemental puisse avancer sans un grand mouvement populaire mondial en faveur du développement durable, la série de quatre journées de discussions thématiques engageant la société civile a pris fin hier. Gilberto Carvahlo, secrétaire général du cabinet présidentiel du Brésil, a qualifié ces séances de travail de "grand succès en matière de démocratie participative." Les participants de la société civile ont émis des conjectures quant à la mesure dans laquelle le pays hôte choisira de tenir compte des recommandations formulées, dans les conclusions de la CNUDD.